le quotidien rouge
journal d'action communiste
JEUDI 16 MAI 1974
NUMERO 19 – 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

MAALOT

Munich, Kyriath Shmoneh, Maalot... Les mêmes polémiques passionnelles se répètent. « Le Monde » parle « d'odieux chantage *digne des pires crimes nazis* ». Il faut donc répéter nous mêmes quelques fortes vérités, trop vite oubliées.

Et d'abord, rappeler que les premiers responsables de ces drames, ce sont les puissances impérialistes et l'Union soviétique qui ont, il y a 26 ans, spéculé sur le traumatisme des persécutions nazis pour créer, avec l'Etat d'Israël un verrou contre-révolutionnaire face à l'éveil des masses arabes. Ce sont ces mêmes régimes qui négocient avec l'Etat sioniste et les bourgeoisies arabes l'établissement d'un statut quo dans la région, sur le corps mutilé du peuple palestinien. Ce sont les dirigeants réactionnaires de l'Etat sioniste qui utilisent la mobilisation nationaliste et chauvine comme diversion à la lutte de classes qu se développe dans leur propre pays.

Face à ces responsabilités écrasantes, il faut reconnaître le droit à la légitime défense du peuple palestinien. On ne lui a pas laissé le choix des armes. Que ceux qui se sentent blancs de toute responsabilité jettent la première pierre ! La preuve que l'indignation d'une partie de l'opinion mondiale après Munich ou Kiriat Shmoneh, n'est pas de pure morale, c'est qu'elle met moins, beaucoup moins, de zèle à dénoncer les bombardements de représailles de l'armée sioniste contre les populations civiles du Liban ou de Syrie.

A l'égard de la résistance palestinienne, nous réaffirmons cependant les deux points que nous avons toujours défendu :

1. Qu'elle devra lier son sort à celui de la révolution socialiste arabe en tournant ses armes contre les bourgeoisies arabes traîtresses et complices du sionisme et de l'impérialisme. Les massacres d'Amman en septembre 70 le démontrent cruellement.

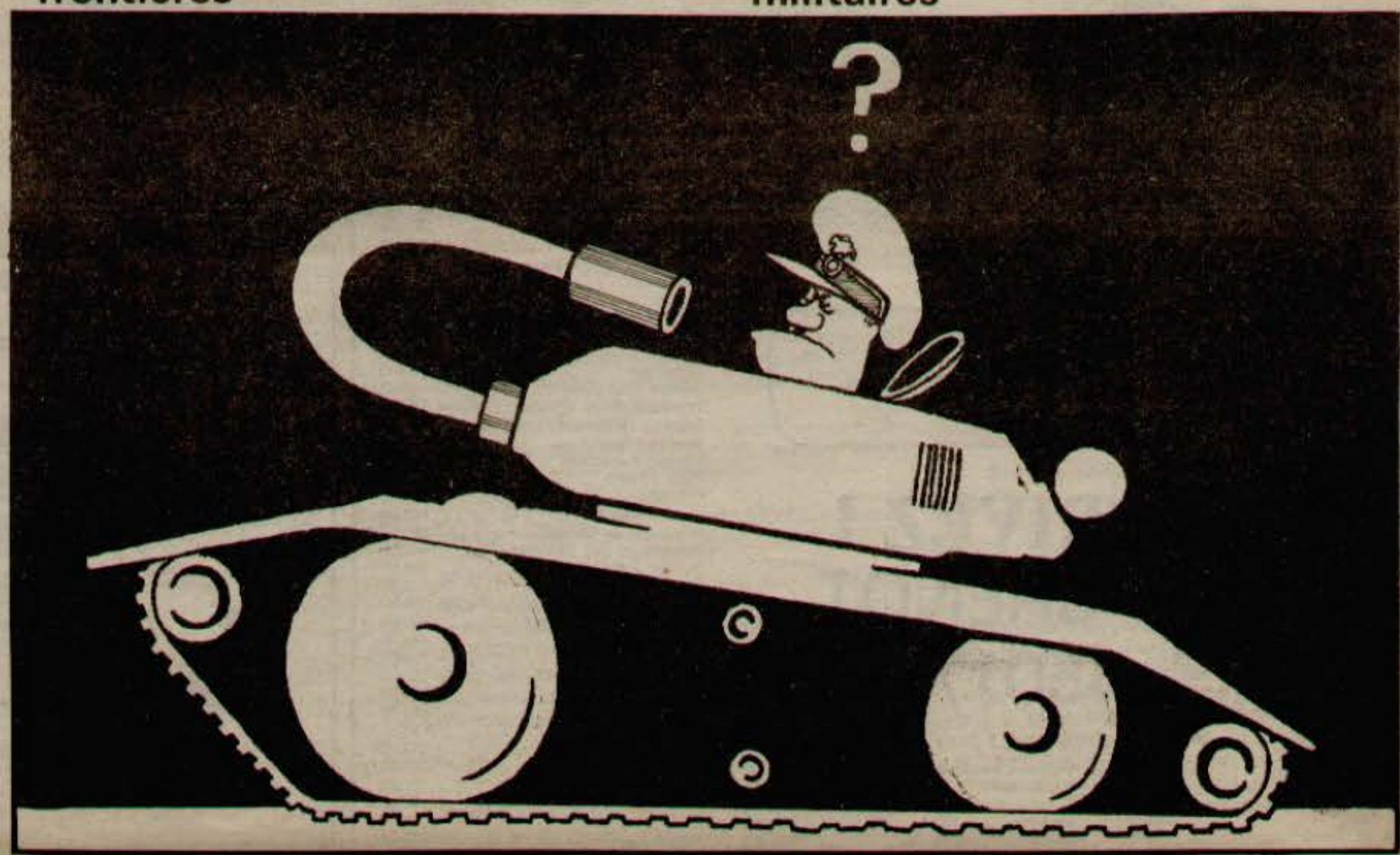
2. Qu'elle devra briser le bloc du sionisme. Et pour cela, faire la preuve du caractère de classe, non raciste, de son combat en tendant une main fraternelle, internationaliste, aux premiers détachements de travailleurs qui, en Israël, entreprennent le même combat contre le sionisme et l'impérialisme.

Toute autre voie conduirait la résistance palestinienne à un solo funèbre ; à des actions désespérées, discutables du point de vue de l'efficacité politique et non de celui d'une morale hypocrite. Car nous dénions à tous les complices de l'impérialisme le droit de s'ériger en juges contre un peuple martyr, le peuple palestinien.

DANS UNE LETTRE OUVERTE AUX CANDIDATS

CENT SOLDATS EXIGENT

- Le libre choix de la date d'incorporation
- Le droit pour les engagés de résilier leur contrat
- La suppression des brimades et des incorporations hors des frontières
- Une solde égale au SMIG
- La liberté d'expression, d'information et d'organisation dans les casernes
- L'abolition des tribunaux militaires



Lutte Ouvrière

LES MEILLEURS !

● Dans son dernier numéro (n° 298 du 14 mai), **Lutte Ouvrière** commente les résultats du premier tour des élections et notamment le « score » réalisé par Arlette. Pour les camarades de L.O., **« ces 2,33 % ne sont pas surprenants , c'est nous l'avons dit à peu de choses près le pourcentage que nous avions obtenu en moyenne dans les 171 circonscriptions où nous avions présenté des candidats de Lutte Ouvrière aux législatives de l'année dernière »**. L.O. oppose ensuite ces résultats à ceux obtenus en 73 et 74 par les candidats soutenus par **Rouge** : **« étaient significatifs, sur un autre plan, les résultats obtenus par les candidats de Lutte Ouvrière et ceux de l'ex-Ligue Communiste. Comme était significatif le fait que nous ayons pu présenter 171 candidats — tous travailleurs — alors que l'ex-Ligue n'en présentait que 90, et presque tous des intellectuels. Déjà, cela indiquait un rapport de force et d'influence militante entre l'ex-Ligue Communiste et Lutte Ouvrière, largement en notre faveur »**.

Holà, camarades de L.O. ! Depuis quand l'influence d'une organisation révolutionnaire se mesure-t-elle au nombre de candidats et à leurs résultats électoraux ? C'est là une conception bien glissante de la vie politique. Faut-il rappeler, qu'en 73 comme en 74 nous n'avons pas fait le même type de campagne que les camarades de L.O. : nous avons choisi de faire la dénonciation systématique du système capitaliste, de donner le plus possible la parole à des couches ou des organisations qui ne l'ont pas en temps ordinaires, avec pour conséquences une **profonde dépersonnalisation** de nos candidatures, c'est un choix que les camarades de L.O. ont le droit de refuser. Mais le balayer d'un revers de main, en opposant des « candidatures ouvrières » à des « candidatures intellectuelles » nous semble grave. Un exemple très concret : dans la dernière campagne, nous avons donné systématiquement la parole dans nos meetings à Djellali Kamel, candidat des immigrés, jusqu'à la dernière minute, nous avons tenté de le faire parler à la télévision. Lorsque Djellali demanda à Arlette de pouvoir prendre la parole au meeting L.O. au Palais des Sports, elle s'y refusa, pourquoi ?

Est-ce au nom du « nouveau rapport de force » entre L.O. et le F.C.R. que Arlette vient de refuser un communiqué commun avec Krivine pour appeler à voter Mitterrand au 2ème tour, et une protestation commune contre l'emprisonnement des marins de Toulon ?

L.O. feint de croire que nous n'avions que 90 candidats « présentables » aux législatives. C'était un choix, conscient. Nous ne concevons pas la vie d'une organisation politique comme une succession de « temps forts » (pour L.O., hier les législatives et les présidentielles, demain la fête de la Pentecôte) entrecoupés d'un repli sur soi même. Car c'est bien de repli sur soi qu'il s'agit, quand L.O. écrit dans le même numéro **« Lutte Ouvrière est tellement différent, par sa façon de s'exprimer, d'intervenir, d'apparaitre, que depuis longtemps, la presse a pris notre discrétion pour de l'inexistance, notre refus de toute publicité pour de la faiblesse »**. Un repli qui peut conduire au sectarisme ouvriériste et à la fétichisation des élections quand les camarades de L.O. dénonçaient le 4 avril 1974 **« les irresponsables qui présenteraient les candidatures les moins crédibles »** et répètent encore que **« la candidature d'Arlette Laguiller nous paraissait être la candidature la plus apte à représenter non seulement Lutte Ouvrière, mais le mouvement ouvrier tout entier »**.

C'est nier ce qu'aurait pu être une candidature Piaget.

De ces élections, L.O. tire donc une conclusion pratique : sa suprématie dans le mouvement révolutionnaire. Et bien soit. Nous n'attendons plus qu'une chose : que cela apparaisse dans les secteurs où L.O. est absent depuis 68. Dans les mobilisations anti-fascistes, caractérisées de tout temps comme inutiles. Dans les luttes anti-impérialistes et leurs structures de masse (FSI, Comités Chili) désertées par L.O.. Dans la création d'un vaste courant antimilitariste dans le pays. Dans les luttes de la jeunesse, caractérisées, à l'exception de celles des apprentis, comme petites-bourgeoises. Dans les mobilisations des femmes, autrement que par une présence symbolique (le jour même où Arlette s'adressait aux femmes à la télévision, le 20 avril, les militants de L.O. envoyaient une délégation des plus restreintes à la manifestation du MLAC). Dans des manifestations, enfin, comme celle de la marche sur Besançon le 29 septembre 73.

C'est là, camarades de L.O., le débat qui nous intéresse. Il dépasse largement des calculs de pourcentages.

meetings

MARSEILLE QUARTIERS NORD

MEETING FCR-TAUPE ROUGE
Quartier Nord
Jeudi 16 mai à 20 h 30
Salle de l'Hermitage
(Montée de La Viste)

Gala de solidarité avec les grévistes de BLINDEX et d'HEXA LIMBOURG
Samedi 18 mai de 15 h à 22 h à la « Maison pour Tous » des Aygalades
(films, sketches, musique, méchoui)

Comités Chili
10-8-19-20ème-Aubervilliers
Jeudi 16 mai, de 18 à 22 h
Salle St Bruno
8 bis rue Pierre l'Hermite Paris 18ème.
forum, projection, expos. et débats.

CAMPAGNE FCR
MEETING
Jeudi 16 mai BEZIERS
21 h Maison des jeunes et de la culture
2 rue du Collège

TOURS

Le meeting du FCR a été à la mesure de la provocation permanente que constitue la présence de Royer à la tête du conseil municipal de la cité du Val d'Oise. C'est plus de 1000 personnes qui sont venues lundi soir participer au meeting où A. Krivine a pris la parole, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville. Un débat excellent s'est engagé entre les orateurs et la salle, composée de jeunes et de travailleurs.

C'est le plus important meeting jamais réalisé sur la ville.

TOULOUSE

C'est devant 2500 personnes venues assister au meeting du FCR à Toulouse qu'ont pris la parole un camarade du comité de grève des banques, une camarade des groupes femmes et A. Krivine. Un représentant des grévistes de l'hôpital psychiatrique de Rodez a fait une intervention appelant à la solidarité. 1000 f de collectes ont été rassemblés pour les grévistes de l'H.P. à la fin du meeting. (140 f au meeting Mitterrand).

LES CDR DANS LA BATAILLE

■ Yves Lancien, secrétaire général des Comités pour la Défense de la République (CDR), déclare à propos de l'élection du 19 mai : **« il ne suffira pas d'avoir choisi le meilleur des candidats, et, pour les CDR, c'est M. Giscard d'Estaing. Encore faudra-t-il que les Français demeurent conscients que c'est d'abord entre leurs mains que leur avenir réside. »** Comme d'habitude, une « défense de la république » à sens unique, que confirme un communiqué de presse des « jeunes CDR », qui **« lancent un appel à tous les jeunes gaullistes et à tous les jeunes qui refusent le marxisme pour faire barrage le 19 mai aux tentatives de Marchais-Mitterrand »**.

Tout ceci n'a rien d'étonnant. Là où nous sommes plus sceptiques, c'est quand M. Lancien déclare dans le même communiqué que **« quel que soit le président élu le 19 mai, celui-ci sera le président de tous les Français »**. Etonnant, quand on sait que l'article 9 des statuts des CDR établit que les finances de l'organisation se composent notamment des « subventions de l'Etat ». Lorsqu'on se souvient que les CDR ont été la seule organisation à protester contre la dissolution d'Ordre Nouveau le 18 juin 1973 (sans doute à cause des « menus services » que se rendent ces deux organisations). Lorsqu'on lit **« Citoyen »**, la revue des CDR, à propos des travailleurs immigrés : **« Il n'y a pas de racisme en France. Il y a un problème de l'immigration dû au dépassement d'un seuil de tolérance qui relève davantage de la loi naturelle que de la loi Pleven »**. Lorsqu'on mentionne le zèle des CDR à s'attaquer aux grèves ouvrières (grève de l'EDF de novembre 69 par exemple). Lorsqu'on remarque que le Comité National des CDR a coopté dans sa séance du 15 octobre 1973 un certain Gilbert de Gourville, qui dans une circulaire des SAC N°16-42 demandait qu'on lui transmette à son adresse (6 rue Perrot-Mériel, 95) les **« renseignements à fournir pour constitution dossier militants communistes de votre secteur. Nom, adresse, train de vie, vie conjugale, extra-conjugale, milieux fréquentés, etc. »**.

Lorsque, enfin, on rappelle quelques faits :

* en mai 1969, un commando CDR attaque des colleurs d'affiches du PC à Châtenay-Malabry et casse la jambe du secrétaire de la section locale (Huma du 23 mai 1969)
* en mai 1971, deux militants des CDR sont condamnés pour avoir brisé la vitre de la permanence du PCF d'Aubervilliers (Le Monde, 19 mai 1971)
* dans la nuit du 22 au 23 avril 1972, à Hirson, le sergent-chef Walmé tue le militant communiste Michel Labroche ; le PCF avait à l'époque exigé la dissolution des CDR (Le Monde, 25 avril 1972)
* le 30 juin 1972, Poilblanc, directeur de société et ancien responsable des CDR du Calvados, est condamné à Caen pour avoir agressé un enseignant membre du Secours Rouge
* en mars 1973, à Toulouse, des membres des SAC et des CDR sont arrêtés après avoir mitraillé des colleurs d'affiches du Parti Socialiste.

Etc., etc.

M. Lancien, nous ne vous croyons pas et nous n'avons pas confiance.

MEETING DE « REVOLUTION ! » A PARIS

● **Les camarades de « Révolution ! » ont tenu un meeting hier, mardi à Paris, au cinéma Ménil-Palace. Isaac Joshua a ouvert le meeting en déclarant que, pour faire échec à Giscard d'Estaing, « Révolution ! » appelle à voter Mitterrand au second tour, car « au travers de ces élections la classe ouvrière, déjà regroupée lors des nombreuses luttes de ces derniers mois, continue à se regrouper »; car « autour de Mitterrand se dessine un camp populaire » et que « l'immense majorité des travailleurs veut faire échec à Giscard ».**

Toutefois, « Révolution ! » dénonce l'Union de la Gauche comme « solution bourgeoise de collaboration de classe permise par l'attitude du PCF, et des syndicats qui soutiennent le PS, parti bourgeois, et Mitterrand ». Enfin pour « Révolution ! » les tâches des révolutionnaires sont, dans ces conditions, « non pas de préparer le débordement, ni la pression, le soutien critique, etc... mais l'affrontement avec un gouvernement Mitterrand, s'il était élu ».

Ensuite le « candidat immigré à la Présidence de la République », Djellali Kamel, salué par le slogan « le prolétariat n'a pas de nation, internationalisme ! Révolution ! » et « Français, immigrés, même combat », a lancé un appel au renforcement « pas seulement en paroles, mais en actes de la solidarité aux luttes des immigrés ».

Le meeting a été clos par H.Mahler qui, après avoir dénoncé le regroupement de la droite et de l'extrême-droite derrière Giscard, a notamment déclaré que « le combat populaire serait exactement le même que ce soit Giscard ou Mitterrand qui soit élu ». Les taches actuelles sont, selon « Révolution ! » de « forger l'unité ouvrière à partir des exigences des plus exploités, les immigrés et les travailleuses »; la seule unité possible étant « celle qui se réalise autour des idées révolutionnaires, autour des travailleurs les plus avancés, les révolutionnaires ». Mahler a conclu son intervention en poursuivant ce qui s'est réalisé lors de la marche de Besançon, au Larzac et le 1er mai à Paris : le front des organisations de masse et des organisations politiques révolutionnaires

Mahler a conclu son intervention en appelant l'extrême-gauche « à sortir de l'infantilisme en poursuivant ce qui s'est réalisé lors de la marche de Besançon, au Larzac et le 1er mai à Paris : le front des organisations de masse et des organisations politiques révolutionnaires ».

soutien à Rouge

SOUSCRIVEZ ! C.C.P. : CHENOT PARIS 4501/42

SOLDE ANTERIEUR	94022,72
Hôpital Tours	148,00
Lycéens de Tours	100,00
Clermont Ferrand	300,00
Montpellier	165,00
G. et J. Caen	100,00
Vernon	110,00
Cheminot Noisy-le-Sec	103,00
SNCF Masséna-Austerlitz	100,00
C.T. Colombes	150,00
Brest	1000,00
Beauvais	240,00
Orléans	408,00
INRA (région parisienne)	350,00
Sedan	265,00
Aix-en-Provence	600,00
L. J. Paris 19 ème	100,00
strasbourg	465,10
Albi-Castres	50,00
Oloron-Ste-Marie	180,00
Tarbes	550,00
Perpignan	400,00
Diffuseurs Paris15	87,00
Aubervilliers	319,00
Yvelines	1238,00
Argenteuil	210,00
Gagny	340,00
Montreuil	85,00
J. F. ouvrier à Crécy (77)	20,00
Melun	30,00
Sorbonne	100,00
Hôpital Pitié-Salpé	130,00
Faculté Tolbiac	490,00
Collecte meeting 13 ème	83,00
Nanterre-Rueil	3353,00
Hôpital Salpétrière	200,00
Paris 13 ème	270,00
R.A.T.P.	540,00
Lycée Condorcet	155,00
Employés de banque	360,00
Travailleurs des Finances	1040,00
Renault Billancourt	300,00
Diffuseurs Paris 16 ème	770,00
Diffuseurs Paris 11 ème	500,00
Diffuseurs Paris 14 ème	1500,00
O. P. Paris	382,00
Grasse	216,00
Diffuseurs Château-Thierry	150,00
Collecte Librairie	295,65
Vernon	500,00
Rouen	2138,00
Nantes	800,00
Auxerre	237,00
M. P. St Amand Montrond	100,00
L. A. Paris 5 ème	100,00
TOTAL	117005,47

LETTRE OUVERTE AUX CANDIDATS

L'APPEL DES CENT

La mort du Président Pompidou a déclenché de nouvelles élections présidentielles. Nous, appelés du contingent, qui avons le droit de vote, ne pouvons aborder la participation à ce scrutin sans nous poser certaines questions, sans évoquer certaines revendications qui depuis longtemps sont formulées dans nos rangs.

Les signataires de cette lettre les portent à la connaissance de ceux qui se présentent comme candidats aux élections présidentielles.

Nous avons un jour reçu un ordre d'appel au Service National. La loi nous fait obligation d'y obéir dans les temps prévus. Pourtant, quand nous avons dû endosser l'uniforme, nombre d'entre nous n'avaient pas réglé leurs problémes individuels, parfois trés préoccupants : formation professionnelle, vie sentimentale, indépendance ou stabilité financières, acquisition d'un emploi, etc. Ainsi, parce que les problèmes d'entrée dans la vie active sont d'une extrême acuité, le départ pour le service a pu constituer pour certains d'entre nous une véritable catastrophe.

Nous nous retrouvons, pour la plupart, à des centaines de kilomètres de l'endroit où nous travaillons, où nous avons notre famille et nos amis. Sans y pouvoir grand chose, pendant un an, nos seules relations sociales, personnelles, sont conditionnées par le hasard de l'incorporation, par les humeurs de l'encadrement militaire.

■ C'est pourquoi nous réclamons le libre choix de la date et du lieu d'incorporation entre 18 et 25 ans.

Nous estimons que notre solde est ridiculement basse. Elle ne nous donne pas la possibilité de faire face à nos dépenses, même modestes, occasionnées par nos déplacements et nos loisirs. Elle ne nous permet pas, si nous avons une compagne, des enfants, de contribuer à leur existence. Au contraire, nous devenons une charge supplémentaire. Nous revendiquons par conséquent une solde égale au SMIC et la gratuité des transports.

Nous avons tous pu constater que beaucoup d'engagés volontaires, entrés dans l'armée très jeunes, voudraient retourner à la vie civile. Ils en sont empêchés par le contrat qu'ils ont signé en se laissant prendre aux mensonges de la propagande militaire ; ou qu'ils ont renouvelé à leur corps défendant, n'ayant pu acquérir une formation professionnelle leur permettant une réinsertion sociale.

Nous pensons que les engagés doivent pouvoir résilier leur contrat à tout moment.

Notre isolement pendant un an, la misère sexuelle et affective, sont accrus par l'obligation de passer la nuit dans les enceintes militaires et de répondre aux appels. Ces brimades de fait sont-elles indispensables à notre formation militaire ? Nous ne le pensons pas.

■ Nous devons avoir la libre disposition de nous-mêmes en dehors des heures fixées pour le service. Et cela dès le premier jour de notre incorporation.

Est-ce une révélation de dire que le temps du service militaire est trop souvent celui où l'on doit subir des brimades qui n'ont pour seul but que de briser notre volonté, de faire de nous des exécutants dociles ? Le réglement militaire permet en fait à n'importe quel gradé de donner les ordres les plus fantaisistes, et pas conséquent de punir quand il le veut n'importe quel subordonné pour « refus d'obéissance ». De façon générale, les quartiers libres et les permissions sont l'objet d'un chantage permanent permettant d'obtenir notre docilité et notre servilité.

■ Nous exigeons la suppression des brimades sous toutes leurs formes, l'obtention de permissions hebdomadaires.

L'armée, dit-on, a pour principale fonction la défense nationale. Nous ne comprenons donc pas pourquoi certains d'entre nous sont envoyés en RFA, puisqu'il existe avec ce pays des relations pacifiques établies, que rien ne semble devoir remettre en question.

■ Nous demandons la suppression des incorporations au-delà des frontiéres.

Militaires, nous pouvons voter. Mais curieusement, nous n'avons pas le droit de nous informer comme bon nous semble. Nous n'avons pas accés à la presse de notre choix dans les enceintes militaires. Nous sommes même punis si nous introduisons certains journaux. Discussions ou activités politiques sont interdites. Nous notons que cette interdiction ne pése pas sur les porte-parole militaires du point de vue gouvernemental, qui eux s'expriment largement dans la presse. En réalité, on nous transforme en zéros sociaux, en moins que rien politiques. Sans doute pour pouvoir mieux nous utiliser contre les travailleurs, pour nous contraindre à briser leurs gréves le cas échéant.

■ Nous réclamons la liberté totale de l'information et de l'expression politiques dans les enceintes militaires ; le libre choix de la tenue civile ou militaire en dehors des heures de service, quelles que soient nos activités.

Est-il étonnant que la jeunesse refuse d'approuver un systéme ou l'apprentissage ne repose que sur l'obéissance passive et la discipline aveugle. Un systéme où l'encadrement, malgré les dénégations du ministre Galley a droit à 7 % de pertes. Comment tolérer un systéme où aucun droit juridique n'est reconnu aux appelés, où nous pouvons être enfermés aux arrêts pendant deux mois sans aucun recours, sans contacts extérieurs, souvent dans des conditions de détention déplorables. Comment supporter que la SM ait le droit de fouiller notre courrier, nos affaires personnelles, qu'elle puisse surveiller nos déplacements et contrôler nos relations. L'armée est un véritable Etat dans l'Etat que les civils ne peuvent contrôler. Le récent drame chilien nous montre où cela peut conduire, et nous ne l'acceptons pas.

■ Nous exigeons la dissolution de la SM, la suppression des tribunaux et de toutes les sanctions militaires, ainsi que des prisons, camps spéciaux et autres dont s'est dotée l'armée pour enfermer ceux qu'elle condamne

Voilà ce sur quoi nous demandons aux candidats de se prononcer.

LISTE DES 100 PREMIERES SIGNATURES DE L'APPEL

TOULON

Matelot	Denis BOULLIER	Toulon
«	Jean-Paul BINAS	«
«	Jean-Luc BAILLAU	«
«	Marc LEREAH	«
«	François BOMBLED	«
«	Francis VILLAIN	«
«	Elian HAREL	«
«	J.M. PORPORA	«
«	Francis GREINER	«
«	Patrick PETIT	«
«	Roger DELAIGUE	«
«	Dominique VOUADEZ	«
«	Marcel ROUSSEAU	«
«	Jacques SAUZET	«
«	Denis LEROY	«
«	Daniel TALEC	«
«	Jacques LEMOINE	«
«	Michel CROS	«
«	Christophe RECIOSO	«
	Denis JEANMOUGIN	4° RIMA
	Marc MAZARS	«
	Rémi MAILLARD	«
	Gilles FAVEAUX	«
	Luc DECOTTEGNIE	«
	Olivier CHAMPENOIS	«
	Pierre GABRIEL	«
	Jean-Paul ROTH	«
	Jean-Claude MOREAU	«
	Francis MORIN	«
	Pierre BEAUVALET	«

Hôpital militaire de Versailles :

2° classe Serge CHARPENTIER	
2° classe Vincent DIVENCENZO	
2° classe Pierre DELOURMIN	
2° classe Pierre MARTIN	
2° classe Gérard QUEYRAUD	
2° classe Dominique MAUGEIN	
2° classe François GOUYER	
2° classe Raymond BORIS	
2° classe Xavier CLARET	BA 901 (Drachenbronn)
2° classe André Pierre GRILLON	BA 123 (Orléans)
2° classe Joël PAQUET	BA 123 (Orléans)
Caporal Yves LECRERF	4° Dragon (Olivet)
2° classe Christian RICHARD	«
2° classe FRAPIER	«
2° classe JUSZEZAK	«
2° classe GOMEZ	«
2° classe Jacky JOULNEAU	«
2° classe Joël MONTANT	«

Hopital Larrey Toulouse

2° classe Roland GUIRAUD	
2° classe Jacques BARSONY	
2° classe Christian PONCELET	

NANCY

Pierre ROTMAN	

ROUEN

2° classe Joël HEBERT	39° RI
2° classe Didier SIX	39° RI
2° classe Christian ROBIN	39° RI
Chasseur Bernard MORELLE	2° GCM Saarbourg
Caporal J.Philippe HERMELIN	2° GCM Saarbourg
Caporal Roland LAMBERT	2° GCM Saarbourg
2° classe Jean PARIS	BA 101 Francazal (Toulouse)
2° classe Bruno FAILLY	«
2° classe Jean LE RESTE	«
2° classe Gérard AUNAC	«
2° classe Robert CHANTRE	«
2° classe Denis MANGE	«
2° classe Michel KOENITZ	BA 102 Dijon
Caporal CHARGEBOEUF	«
2° classe J.Marc CASSET	«
Sergent Jean-Luc GUILLAUME	Pont St Vincent
Sergent Livio DEL PICCOLO	Pont St Vincent
Daniel LECHARPENTIER	GCR 601
Philippe LEPOIVRE	GCR 601
Jean-Luc LAURENT	GCR 601
Claude MARTY	43° RIMA (Offenburg)
Alain FILET	«
Christian TAVERNY	«
Richard PARENTI	«
Jean-Pierre RANGOT	«
1° classe Robert PELLETIER	(Offenburg)

METZ

Alain MENDEZ	2° rég. de Génie 202 BEM
Jean-Laurent ESTIENNE	2° rég. de Génie 202 BEM

OCHEY

Caporal Chef André GEIRNAERT	
1° classe Michel DUPUIS	

FONTAINEBLEAU

2° classe Georges CIER	EIS Fontainebleau

REUTLINGEN

2° classe Jean Louis BLANC	73° RA
Brigadier ROUDIER	GCR 602
Maréchal des Logis TRIBONDEAU	GCR 602
2° classe VEZIES	GCR 602
Brigadier Chef COULON	GCR 602
1° classe JAOUEN	GCR 602
2° classe Denis ROUET	2° rég. de Hussards
Brigadier François POUGET	«
Brigadier Raymond BLAIN	«
Brigadier Patrick VARANNE	«
2° classe Debis ROUDET	«
Brigadier Michel RIVIERRE	«
2° classe François GARNIER	2 GCM Saarbourg
2° classe Paul HAMET	«
JJ. PAUCHARD	«
Alain COLOMBO	«
Caporal J.P. TERNON	«

derrière les promesses de Giscard...

L'INEGALITE DEVANT LA MORT !

● Giscard nous regarde les yeux dans les yeux, la voix ouatée et nous parle de croissance, d'augmentation du niveau de vie, de cohésion sociale, d'unité de tous les Français ; on en aurait les larmes aux yeux lorsqu'il parle de tendresse et de cœur, d'égalité et de fraternité... A l'entendre, les classes sociales n'existent pas, il n'y aurait que des « retards à rattraper » ici et là...

Et pourtant, les chiffres de mortalité selon les catégories sociales que publie l'INSEE (1) sont plus crus, sonnent nettement plus clair ! Eh oui, monsieur Giscard, les transports, les conditions de travail, le niveau d'étude, la consommation médicale ne sont pas les mêmes pour tous les Français : il y a inégalité devant la mort. A 35 ans, un manœuvre a trois fois et demie plus de chances de mourir qu'un membre des professions libérales et cadre supérieur. Ceux qui ont le plus de chances de mourir à 35 ans sont les contre-maîtres, les ouvriers qualifiés, les ouvriers spécialisés, les salariés agricoles, les manœuvres (notons que l'enquête ne comprend pas les travailleurs immigrés).

A chaque fois, on note que les travailleurs du secteur public ont une mortalité moins forte que celle des travailleurs du secteur privé. Dans le privé, les cadences, l'insécurité de l'emploi, les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité, de prévention médicale expliquent cette différence.

Quelles que soient les causes des décès, on voit que les quotients de mortalité les plus forts sont ceux des manœuvres : surtout pour les causes qu'on qualifie pudiquement de « sociales ». La tuberculose se soigne très bien de nos jours. Comment admettre qu'elle tue encore tant de manœuvres et d'ouvriers ? Un manœuvre et un salarié agricole meurent dix fois plus de pneumonie qu'un cadre supérieur. Les suicides les plus nombreux, c'est encore chez les salariés agricoles et les manœuvres qu'on les trouve. Mais c'est sans doute la rubrique « accidents » qui est la plus révélatrice (les statistiques mélangent les accidents du travail et les accidents de voiture, ce qui explique que le scandale soit moins éclatant).

On ne dira jamais assez qu'une des causes essentielles de la forte mortalité des manœuvres est liée aux conditions scandaleuses de leur activité (cf. précédent article sur les accidents dans le bâtiment).

Il n'y a pas que le métier pratiqué qui est cause de l'inégalité. Les conditions d'habitat, l'environnement, l'alimentation, les soins médicaux expliquent l'importante différence de la mortalité des enfants. Entre 1966 et 1970, lorsqu'on est fils de manœuvre on a près de trois fois plus de chances de mourir entre la naissance et un an que lorsqu'on est fils de professions libérales.

Professions libérales	9,6 %
Cadres supérieurs	10,1 %
Professeurs	9,6 %
Salariés agricoles	20,1 %
Manœuvres	25,5 %
Mineurs	22,3 %

Lorsqu'on sait que la part prépondérante aujourd'hui de la mortalité infantile est dûe à la mortalité des enfants à la naissance ou dans les premières semaines et que cette mortalité-là est dûe à l'état physique de la mère, cela en dit long sur l'état sanitaire des femmes de la classe ouvrière...

Ces chiffres mesurent la différence de mortalité, mais comment mesurer l'épuisement physique, la perte de vue des ouvriers de l'électronique, la surdité des ouvriers à la chaine qui travaillent dans un vacarme infernal, les « crises de nerfs » des ouvrières au rendement, la scilicose, les fausses-couches des femmes enceintes qui travaillent debout ? Qui peut perdre une journée de travail pour faire la queue à l'hôpital, qui peut se payer des lunettes ou se faire soigner les dents quand ce n'est pas remboursé par la Sécurité Sociale ?

Non, M. Giscard, il y a une mortalité de classe en France et une médecine de classe ! Elle n'existe pas, la société française « égale » dont vous avez le culot de parler les yeux mouillés à la télévision !

Quotients de mortalité (pour 1000) à 35 ans

(1) La mortalité différentielle suivant le milieu social, par G. CALOT et M. FEBVAY. Etudes et Conjonctures No 11. 1965.

Nombre de survivants à 70 ans (pour 1000 à 35 ans)

Instituteurs	1,0	732
Professions libérales et cadres supérieurs	1,1	719
Clergé catholique	1,2	692
Techniciens (secteur privé)	1,4	700
Cadres moyens (secteur public)	1,3	664
Cadres moyens (secteur privé)	1,5	661
Contre-maîtres et ouvriers qualifiés (secteur public)	1,7	653
Agriculteurs exploitants	1,8	653
Employés de bureau (secteur public)	1,8	653
Patrons de l'industrie et du commerce	2,0	631
Employés de bureau (secteur privé)	2,0	623
Contre-maîtres et ouvriers qualifiés (secteur privé)	2,1	585
Ouvriers spécialisés (secteur public)	2,2	590
Ouvriers spécialisés (secteur privé)	2,5	576
Salariés agricoles	2,6	565
Manœuvres	3,5	498

	Tuberculose	Cancer	Coronarite	Pneumonie	Alcoolisme	Accident	Suicide	Causes non déclarées	Toutes causes
Agriculteurs	35	160	101	8	86	79	63	17	753
Salariés agricoles	45	188	101	18	133	190	89	17	1034
Commerçants artisans	32	186	135	6	101	71	32	12	803
Cadres supérieurs Professions libérales	11	119	113	2	25	49	13	8	489
Instituteurs	16	103	110	1	30	34	18	6	476
Techniciens	22	171	138	3	35	59	21	7	635
Employés de bureau	31	203	124	8	91	76	26	10	795
Ouvriers qualifiés	43	219	116	9	97	96	34	10	847
Ouvriers spécialisés	46	242	122	12	125	134	46	13	986
Manœuvres	74	247	122	21	200	212	79	16	1316
Clergé catholique	20	117	118	5	22	55	5	7	560
France entière	59	212	136	11	117	105	45	15	976
Cadres moyens	24	152	135	3	45	52	25	8	625

(1960-65) Quotient de mortalité suivant la catégorie socio-professionnelle et la cause du décès pour 100 000 âge 45-54 ans au 1er janvier.

MENDES PONIATOVSKI COMBIEN ?

■ La polémique qui oppose Pierre Mendès-France et Michel Poniatowski au sujet du coût des promesses sociales de Giscard et des perspectives du Programme commun continue.

Dimanche dernier, c'est Mendès qui attaquait, affirmant que la totalité des promesses électorales de Giscard coûterait au budget 25 milliards en année pleine et qui notait que ces dépenses se feraient sans aucune recette prévue, sans aucune nouvelle source de financement. Il concluait que « M. Giscard d'Estaing finance son plan par la continuation de l'inflation. »

Lundi, le prince Poniatowski répondait, affirmant que le coût des promesses ne s'élevait qu'à 19,2 milliards. Où trouver cet argent ? « Ces perspectives sociales ne seront financées ni par l'inflation, ni par un alourdissement des charges sur les entreprises et les travailleurs, mais par la croissance de notre économie », affirmait le prince, qui ajoutait : « au taux de croissance économique de 5 % par an, le budget social de la nation, qui est actuellement de 240 milliards de francs, pourra être porté au terme du mandat présidentiel à 340 milliards de francs constants. ».

Mardi, Mendès-France se déclarait « surpris par la réponse de M. Poniatowski ». Il remarquait que « la seule croissance économique de 5 % » dégagera, d'après les propres indications de M. Poniatowski, un supplément de 12 milliards en 1975. Or, les mesures annoncées par M. Giscard d'Estaing (...) dépassent largement les ressources prévues.

Cette polémique a un avantage : celui de démontrer que tout ce que raconte Giscard... c'est du vent. Les promesses s'ajoutent aux promesses et la machine s'emballe si vite qu'elle perd de sa crédibilité.

Car c'est ce même Giscard qui parlait de « limiter » la consommation populaire en présentant son plan anti-inflation.

Il y a mieux. Après le catalogue de Provins (10 milliards de francs en promesses), un rapport, tenu secret que vient de remettre au gouvernement le commissariat au plan, affirme qu'il faut réduire les promesses de Provins de 10 à 7 milliards et que s'il n'y a pas d'augmentation d'impôts, il faudrait « limiter à 5 milliards de francs au lieu de 7 le coût du programme de Provins ».

Embarrassant de dire n'importe quoi, « Monsieur Chiffres » !

Le gaullisme 16 ans après - IV -

SUCCES DIPLOMATIQUES TEMPORAIRES ET GRANDES AFFAIRES

● C'est en politique internationale que la liquidation de la guerre d'Algérie valut à de Gaulle les plus grands succès. Il eut tout de suite les mains libres envers les pays arabes et les autres pays dudit Tiers-Monde, qui avaient soutenu les Algériens. Il se montra généreux en matière de décolonisation du fait que l'impérialisme français n'avait pratiquement plus rien à perdre et que les autres impérialismes avaient à en faire les frais. D'où une intervention comme son discours de Phnom Penh contre la guerre du Vietnam menée par les Etats-Unis. De Gaulle fut un des premiers à saisir les changements de rapports de force dans le monde par comparaison avec l'après-guerre immédiat : changements entre les pays capitalistes d'Europe et les Etats-Unis, changements entre les pays capitalistes d'Europe et les Etats-Unis, changements envers l'Union Soviétique et envers la Chine, rôle croissant des pays du Tiers Monde.

Nous avions noté ses dons en matière de tactique militaire, ignorant sa valeur stratégique du fait qu'il n'a jamais eu à commander de très grandes unités. Sur le plan diplomatique, aveuglé par la pensée de donner à la France dans le monde d'aujourd'hui une place identique à celle de la France de Louis XIV, sa diplomatie, d'un point de vue stratégique, fut une faillite totale. Mais il parvint, sur un plan tactique, à exploiter, en des lieux donnés, des rapports de force, des situations temporaires, pour obtenir des succès de prestige hors de proportion avec la réalité. Ainsi, il obtint des appuis sans lendemain dans quelques pays du Tiers Monde. Il put jouer en Europe occidentale un rôle démesuré par rapport à celui de l'Allemagne. Il retarda l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Il se dégagea de l'alliance militaire avec les Etats-Unis dont il utilisa les difficultés économiques, politiques, financières. Tout cela s'avéra sans lendemain et après mai 68 il commença à être plus prudent.

Mais cette attitude fut, pour un temps du moins, payante à l'intérieur. Les partis bourgeois, embourbés dans l'atlantisme le plus strict, choqués par son « Vive le Québec libre », par son parti-pris pro-arabe dans le conflit israélo-arabe, se désagrégeaient. De même, le PS perdait du terrain. Quant au PCF, aligné sur la politique du Kremlin, il soulignait les « côtés positifs » de la politique de de Gaulle ; de ce fait, la portée de ses dénonciations du « régime personnel » en était réduite. Pour des gens sous-politisés ayant à choisir entre de Gaulle et le PCF comme champions de la grandeur et du patriotisme, l'avantage était entièrement du côté du général dont le verbe, appris dans les classes de rhétorique d'antan où tout substantif sonore était obligatoirement suivi de trois adjectifs, éberluait les nigauds et même beaucoup d'autres.

Pendant plusieurs années, le régime gaulliste bénéficia de la prospérité générale du capitalisme. Mais, après la fin de la guerre d'Algérie, la situation commença à tourner. Il s'attaqua de plus en plus aux conditions de vie des masses. Il en résulta la grève des mineurs de 63 où il subit un échec retentissant, ceux-ci refusant de répondre aux ordres de réquisition qu'il avait décrétés. Il s'attaquera aux avantages acquis, par exemple dans la Sécurité sociale. Toutefois, pendant quelques années, ce ne seront surtout que des escarmouches dans la lutte de classes aussi longtemps que subsiste le plein emploi.

L'économie française connait alors une concentration accélérée qui se poursuit encore. Elle se produit dans les industries de transformation, dans le domaine de la distribution où poussent les grandes surfaces, dans le domaine de l'agriculture. Le régime gaulliste est, depuis la révolution de 1789, le premier qui met en cause le caractère sacré du « lopin de terre » qui joua un rôle si grand dans l'histoire du bonapartisme en France (voir K.Marx : **Le 18 Brumaire de Louis Napoléon**). C'est la période de grands travaux, de projets somptuaires (abattoirs de la Villette, halles de Rungis, Concorde...), sans parler de la force de frappe. Tout cela est source de profits, un terreau pour les spéculateurs, les aventuriers, donnant naissance à de nouvelles couches bourgeoises. Le premier empire avait eu ses barons des fournitures militaires, le second ceux des chemins de fer et de nombreuses spéculations. Le gaullisme aura lui aussi ses barons, ceux des autoroutes, de la promotion immobilière, etc.

Pendant ce temps, nous l'avons dit, le parti socialiste décline sans cesse, Guy Mollet ne sachant à quel saint se vouer. Il se plaint d'avoir été cocufié par de Gaulle en 1958, il veut garder ses liaisons avec les formations bourgeoises elles-mêmes en état de décomposition et n'accepte qu'à contre-cœur et très occasionnellement une action commune avec le PCF. Celui-ci reste sur sa routine de la période parlementaire, voudrait des élections « honnêtes », le retour à la démocratie. Les directions traditionnelles ne voient pas, n'entendent pas les transformations sourdes qui s'opèrent dans la profondeur des masses. Même un développement aussi particulier que cette transformation par crise intérieure de la CFTC, qui rassemblait jusqu'alors les masses ouvrières les plus arriérées politiquement en la CFDT qui dépasse numériquement et politiquement Force Ouvrière et qui engage l'unité d'action avec la CGT, n'a pas de signification profonde pour ces directions. Elles n'ont pas plus de compréhension pour ce qui se passe souterrainement dans la jeunesse, qu'elles ne recrutent guère au cours de ces années.

Les temps difficiles approchent pour le gaullisme. La prospérité s'essouffle, les récessions se multiplient, des problèmes nouveaux se posent. Mais la restructuration de l'Etat que de Gaulle a vigoureusement accomplie, comme nous le verrons, l'a rendu lui aussi aveugle à ces changements, à l'égal des vieilles directions ouvrières. Ce qui aboutira à Mai 68.

(à suivre)

Pierre FRANK

Mitterrand à la télé

LES NATIONALISATIONS A LA SAINT GLIN-GLIN

Dans l'allocution de 25 minutes qu'il a faite mardi soir à la télévision, François Mitterrand a remis aux calendes grecques l'application des nationalisations prévues par le Programme commun»

« Le problème des nationalisations ne peut pas se poser dans l'immédiat, a-t-il déclaré. **Il ne faut pas interpréter cela comme un recul. Les nationalisations entreprises par le général de Gaulle sont intervenues en 1947. Elles ne peuvent intervenir que par la loi, elles ne dépendent pas du Conseil des ministres, ni du président de la République, mais d'un vote du Parlement. Cela rejette donc à plus tard ces dispositions qui seront prises dans le cadre de la situation telle qu'elle sera examinée et des équilibres indispensables... »**

Ce n'est pas un recul, Mitterrand a raison, c'est une véritable braderie ! Et les justifications avancées pour motiver ce fantastique dérapage sont gratinées :

1) **De Gaulle** a attendu deux ans après la Libération pour procéder à sa première nationalisation. Or, depuis le premier tour, la gauche s'est faite le défenseur de l'héritage gaulliste...

2) C'est au **Parlement** de prendre une telle décision. Or, le Parlement actuel y est hostile. Il faudra donc en élire un nouveau, ce qui prendra du temps... Derrière le juridisme de l'argument pourrait bien se cacher un lièvre de bonne taille : si la « nouvelle majorité parlementaire » incluait des forces hostiles aux nationalisations, comme Mitterrand a annoncé sa volonté de composer un gouvernement à l'image de cette majorité, cet aspect du Programme commun pourrait bien être ajourné...

3) Enfin, les décisions devront tenir compte de la **« situation telle qu'elle sera examinée »** et des équilibres indispensables ». Formule délibérément ambigue, qui signifie sans doute ceci : il existe et existera un énorme déficit de la balance des paiements. Comme le Programme commun prévoit **d'indemniser** les sociétés nationalisées en leur versant **plusieurs milliards de nouveaux francs**, il faudra donc — pour ne pas accroitre ce déficit — s'engager dans cette voie à pas de tortue et peut-être ne pas s'y engager du tout...

UN ABOUTISSEMENT LOGIQUE

Cette déclaration de Mitterrand n'est jamais que l'aboutissement **logique d'une** suite continue de reculs sur la question : d'abord on limite le nombre des nationalisations à 9, en laissant aux mains des capitalistes Citroën, Hachette, et bien d'autres, mais on laisse une petite porte ouverte dans le Programme commun sur l'extension des nationalisations sur proposition des travailleurs après vote au Parlement. Puis, Mitterrand ferme la petite porte en annonçant par avance qu'il n'en fera pas **une de plus.** Puis il recule d'un pas en annonçant dans un meeting à Lille que les sociétés concernées ne seront pas 9 mais 8 : Rousset-Uclaf passé sous le contrôle de Hoechst sera épargné (le principal trust pharmaceutique pourra continuer à s'en mettre plein les poches.). Puis, la formule vague du Programme commun (indemnisation différenciée des gros et des petits porteurs) est précisée : personne ne sera lésé, le gouvernement de gauche déboursera plusieurs milliards. Tout est une question de temps... Il ne restait plus qu'à mettre un point final à cette majestueuse glissade en renvoyant les 8 nationalisations restantes dans les brumes du futur, c'est maintenant fait.

QU'EST DEVENUE LA CLE DE VOUTE ?

Rappelons-nous, il y a encore un an, le PCF expliquait la cohérence fondamentale des mesures prévues par le Programme Commun : frapper très vite les plus gros, nationaliser **« dès le début de la législature »** l'ensemble du secteur bancaire et financier et un **« seuil minimum »** d'entreprises privées (plusieurs monopoles géants). C'était le moyen de **« mettre à la disposition de la nation des leviers essentiels du développement économique »**. C'était la « clé de voute » du Programme commun.

La clé de voute en question a été remise à plus tard... Pas étonnant que les actions de St Gobain, de la C.G.E etc... soient remontées en Bourse.

En ce qui concerne les banques, Mitterrand a donné hier dans le journal patronal **Les Echos** des précisions intéressantes : **« Nationaliser les banques, ce n'est pas les concentrer en un vaste monopole bancaire, absolument pas. ». « Pour les entreprises, nous entendons respecter pleinement la liberté de leur choix car nous entendons également maintenir la compétition entre banques »**. Plus clair

> **« La politique que je préconise que je préconise vise à redoubler la responsabilité des banquiers, à adjoindre à leur responsabilité classique une responsabilité politique qui est d'œuvrer au succès du plan ».**

Et pour finir : **« nous ne nationaliserons pas les banques étrangères ».**

Ouvrir la voie au socialisme, ou venir au pouvoir pour gérer loyalement le capitalisme dans une passe difficile ? C'est la question qu'il faut poser aux militants du PCF.

UNE BATAILLE A MENER

Si Mitterrand passe, il y aura là une bataille à mener contre toutes les compromissions :

— nationalisation **immédiate** de toutes les entreprises dont la liste figure dans le Programme commun

— nationalisation **sans indemnité ni rachat**, c'est-à-dire expropriation. Nous n'accepterons pas qu'on verse des milliards à des exploiteurs qui ont construit leur fortune avec le travail des autres

— nationalisation sous **contrôle ouvrier**

— expropriation de toutes les entreprises coupables de **sabotage** ou de **spéculations** sur le dos de la classe ouvrière ; expropriation de **toutes les entreprises où les salariés qui y travaillent le réclament.**

alliances et compromis

JUSQU'OÙ ?

Nous avons précisé, dès avant le premier tour, que nous appellerions à voter Mitterrand au second, **à condition qu'il ne conclue entretemps aucune alliance avec des partis représentatifs de la bourgeoisie.** Devant les ouvertures et les appels du pied aux gaullistes de gauche, devant le ralliement de quelques patrons démocrates, la multiplication des concessions, certains camarades s'interrogent en demandant s'il ne s'agit pas là d'alliance avec des partis représentatifs, d'autant plus qu'aujourd'hui, c'est sur la question des nationalisations que Mitterrand recule, plus vite et plus loin que jamais.

Toutes ces manoeuvres, ces compromis, nous les attendions. **Ils ne font que jalonner et confirmer la trajectoire de collaboration de classe de l'Union de la Gauche et du programme commun.** Mais une chose est de le prévoir, de le dénoncer, d'alerter les travailleurs; autre chose de les convaincre. Convaincus, ils ne le seront que sur la base de leur propre expérience, quand ils sentiront qu'un pas décisif a été franchi.

Prenons deux exemples :

1—. **Le Chili.** il y avait bien quelques potiches radicales au gouvernement, et on pouvait, en analysant la politique de l'U.P., prévoir qu'elle s'enfoncerait dans la collaboration de classe. Mais, en octobre 72, face au sabotage de la bourgeoisie, à la grève des commerçants et des camionneurs, au lieu d'en appeler aux masses, Allende capitule : **« Si nous le voulions, nous aurions ici cent mille, cent cinquante mille personnes. Il suffirait de la moindre parole pour que quinze ou vingt mille travailleurs de la périphérie industrielle de Santiago viennent ouvrir les magasins de Santiago. Nous leur avons dit non. La force de ce gouvernement est dans le respect de la Constitution et de la loi ».**

En conséquence, il appelle les militaires au gouvernement. Cette **coalition gouvernementale** avec l'armée, force significative de la bourgeoisie, concrétise aux yeux des masses la capitulation de l'UP, son choix irréversible de la collaboration de classe au détriment de la lutte de classe.

Instinctivement, les travailleurs le comprennent et en tirent les leçons : **c'est à partir de là qu'ils s'organisent en cordons industriels**, hors des couches parlementaires, parallèlement aux institutions bourgeoises. C'est alors qu'il aurait fallu lancer le mot d'ordre : **« Dehors les ministres militaires ! Assemblée populaire des commandos communaux et des cordons industriels ! ».**

2—. **Le Portugal**, Le couvercle d'une dictature vieille de cinquante ans a sauté. Les travailleurs, qui ne disposaient d'aucune forme de représentation légale, s'organisent, élisent leurs comités de contrôle; les marins révoquent leurs officiers. **Il serait possible d'imposer un gouvernement des organisations ouvrières appuyé et contrôlé par les comités ouvriers et populaires, dans les entrepises et les localités.** Le gouvernement qui se prépare est à l'opposé **un gouvernement de coalition et de collaboration** avec l'armée et avec des partis **bourgeois** construits à la hâte. Avec un communiste, ministre du travail, pour faire passer la pilule, comme d'habitude !

En France, le système semi-présidentiel permet au candidat-président de ramasser toutes sortes de suffrages, sans prendre d'engagements précis. Ainsi les deux candidats expliquent que c'est au gouvernement d'avoir un programme, le président n'a qu'une **« charte »** ou quelques grandes options. De même, aucun des deux ne veut annoncer avant son élection la composition du gouvernement. Mitterrand ne prendra donc avant le soutien aucun engagement précis, il ne passera pas de nouvelles alliances, ils n'avancera pas de nouveaux noms. Ce serait contraire à son intérêt électoral. En restant dans les demi-teintes et les sous-entendus, en gardant le silence, il donne des espérances à plusieurs électorats, sans décevoir ni frustrer personne. Il multiplie les concessions, les gages de modération, **mais sans se lier les mains** par aucun contrat. Il se réserve ainsi la plus grande marge de manoeuvre personnelle pour le cas où il serait élu. **Les alliances, les coalitions, viendront après, au niveau de la composition gouvernementale.**

C'est pourquoi, malgré les concessions et les compromis, nous voterons pour Mitterrand le 19, **pour le candidat du PC et du PS qu'il demeure.** Mais nous sommes certains qu'il formera un gouvernement de coalition élargi, le premier ou le second, avant ou après la dissolution de l'Assemblée; un gouvernement qui sera l'aboutissement logique du programme de collaboration de classe de l'UG. Les travailleurs constateront alors par eux-mêmes que la voie électorale, la voie réformiste incarnée par Mitterrand n'est pas compatible avec la défense intransigeante de leurs intérêts de classe, qu'elle ne lui est même pas parallèle, qu'elle finit par s'y opposer.

Ce sont ces batailles à venir que nous voulons préparer dès maintenant en alertant les travailleurs, en les mettant en garde contre toute forme de collaboration avec la bourgeoisie.

pointes rouges

SOUTIENS DOUTEUX : AUJOURD'HUI : J.DAUER

« Nous soutenons la candidature de M. François Mitterrand, et nous sommes étonnés qu'on dise voter blanc, c'est voter rouge. Nous, nous votons bleu, c'est à dire républicain. », a déclaré hier au cours d'une conférence de presse M. J. Dauer, secrétaire général du Front du Progrès (gaullistes de gauche).

En juillet 1958, J. Dauer avait fondé le Mouvement Pour la Communauté (MPC). On retrouve dans ce mouvement des gaullistes militants comme Yves Le Tac, Schmittlein, ancien député RPF de Belfort. L'adjoint de J. Bauer, L. Bitterlin, mettra en place les réseaux de barbouzes qui feront à Alger la chasse anti-OAS. D'après Y. Courrière, le contact de Bitterlin à Alger est André Goulay, ancien adjoint de D. Ponchardier au SO du RPF, ancien des commandos noirs de Bollardière et de Barberot, et qui connaissait bien un avocat gaulliste qui fera parler de lui au moment de l'affaire Ben Barka, Maître Lemarchand.

Mais avant l'épisode algérois, J. Dauer s'était signalé pour avoir été en 1957 l'un des activistes gaullistes qui, en liaison avec Debré, Fanton et Foccard, participèrent au renversement de la IVème République.

TIREZ SUR LE PORTRAIT !

Après l'agression d'Elie Kagan dans les locaux d'Europe 1 par les gardes du corps de Giscard (25 avril), un autre photographe de presse a été victime du « sens de l'information » des barbouzes du ministre, le 12 mai à Montceau-les-Mines.. Michel HORIOT, de l'agence Aigles, a été agressé par des membres du SO, roué de coups et s'est fait voler son appareil photo. Le photographe a décidé de porter plainte contre X. Le syndicat national des journalistes (SNJ) l'assure de **« sa solidarité pleine et entière »** et le syndicat CFDT des journalistes dénonce les **« voies de fait »** du serive d'ordre de Giscard, en **« prenant acte de la conception singulière de la liberté de l'information que paraissent illustrer ces deux agressions envers deux de ses adhérents ».**

TOULON
LES LYCEENS AVEC LES EMPRIONNES !

Ça bouge dans les lycées toulonnais pour obtenir la libération des 4 marins. Au lycée Dumont-Durville, l'un des plus gros de France, une première réunion convoquée de bouche à oreille par le comité de soutien a regroupé 35 personnes malgré toutes les manœuvres de l'administration.

Au cours de cette réunion, il a été décidé de lancer un appel pour une réunion centrale de tous les comités lycéens, mercredi 22 mai.

Par ailleurs, le comité de ville pour la libération des marins, composé à l'initiative des organisations suivantes : JOC, FCR, PSU, Ecole Emancipée, Libération, CDA, Lutte Occitane, appelle à une manif le samedi 25 mai à 17 heures à Toulon. La manif ira vers la gendarmerie maritime où seront remises les pétitions et où sera exigée la libération immédiate des 4 marins. Des délégations de tous les comités de la région seront présentes.

Correspondant

CAEN
OPERATION GARE OUVERTE DIMANCHE 12 MAI

Après la distribution d'un tract à la population et au contingent au cours de la cérémonie du 8 mai, en unité d'action avec le CAM (dont un militant a été blessé par un ancien combattant), le CDA de Caen a distribué dimanche soir un second tract à 200 permissionnaires qui rentraient dans lour caserne

élèves infirmières

MOBILISEES DEPUIS UN MOIS

Voici près d'un mois que les élèves infirmières de la région parisienne sont mobilisées. Entre les deux manifestations du 25 avril et du 7 mai, plus de 15 écoles sont entrées en grève. C'est la première année où se développe un mouvement d'une telle envergure, au moment même où la réforme Poniatowski entre en application.

Pourquoi ?

Un groupe d'élèves de Rotschild l'explique.

Anne : C'est le problème des stages à temps complet qui a tout fait éclater. Depuis la réforme, leur temps est doublé : 4 mois de stage à temps complet, gratuit, puisqu'on ne touche d'une indemnité de 350 F. Ils ne servent pas à notre formation puisqu'ils ne sont pas encadrés. Finalement ils ne servent qu'à boucher les trous des vacances dans les services ».

Monique : Le problème des stages à temps complet est plus voyant, mais c'est la même chose pour toute l'annéeLes stages, c'est l'essentiel de notre formation : 4 heures par jours, et 4 heures de cours l'après-midi (sur la théorie de la maladie, par des médecins). Mais notre métier, on l'apprend sur le tas. On a juste une initiation pratique et des cours de soins infirmiers avec les monitrices avant les stages

AUX DEPENS DES MALADES

Anne : On apprend sur le tas et aux dépens des malades. Dans un service, il y a en moyenne une infirmière pour 15 à 20 malades et deux élèves. Comme le service est débordé, il se décharge sur les petites bleues et on n'est pas encadréés. Les effectifs sont si justes que quand une infirmière est malade on ne peut pas la remplacer ;

Françoise : Il y a un esprit de classe aussi. Il y a des malades à statut qui n'auront jamais affaire à nous. Mais on a parfois la responsabilité de cas très difficiles. En plus on affronte les malades sans aucune préparation. Pour nous le choc est brutal. C'est encore pire pour le malade. On les démoralise quelquefois.

Anne : Moi ce qui me choque le plus, c'est la responsabilité qui nous revient de fait. On est confronté à des malades, ils nous font confiance parce qu'on passe plus de temps avec eux. Ils ne se rendent pas compte qu'on apprend sur leur dos parce qu'il n'y a personne de présent pour contrôler ce qu'on fait. Comment savoir si on fait des fautes ? Si on fait une erreur on ne peut pas la voir nous-mêmes ».

CE QUI DONNE LA FORCE AU MOUVEMENT

Toutes les élèves partagent cette expérience. CE QUI DONNE SA FORCE AU MOUVEMENT, c'est son caractère de masse et l'élaboration collective des revendication Les trois écoles les plus importantes jouent un rôle pilote. La Salpé avec 50 % de grévistes, Cochin (50 %) et Rotschild (80 %). Tous les jours, à la Pitié, se tiennent des assemblées générales avec les délégations par école. La plate-forme revendicative est issue de ces débats.

— Pas de travail gratuit, pas de formation au rabais !

— 900 F de rémunérations par mois plus 450 F pour les stages à temps complet !

— Une monitrice pour 10 élèves !

Anne : le problème à régler d'abord, c'est celui des stages non-payés et sous-encadrés. Maintenant on met l'accent sur les problèmes des malades. Et surtout, il faudra intensifier l'action en direction du personnel hospitalier. C'est aussi pour ça que les élèves de la Sapé ont crée une section CFDT. Mais pour l'instant, elles sont 8.

Françoise : Déjà les monitrices se sont solidarisées du mouvement. Elles sont venues à la dernière manif. Certaines ne pointent pas les grévistes, en cours. Elles ont commencé un mouvement, à l'initiative de la CFDT.

LES PROCHAINES ECHEANCES

Tandis que le mouvement gagne la province, Strasbourg, Amiens, Toulouse, Marseille, le problème est de savoir comment continuer l'action, les élèves savent qu'elles peuvent gagner. A Strasbourg, au CHU, l'hopital manque tellement de personnel que tout de suite les 1350 F de rémunération ont été accordés pour les stages à temps complet.

La journée d'action du 15 (Forum, picnic, fête) doit populariser le mouvement. Mais déjà les élèves de Rotschild ont posé en AG le problème du boycott des stages d'été et proposent d'avancer dans le mouvement le problème du statut des travailleurs en formation.

STRASBOURG : LES BLOUSES BLANCHES MANIFESTENT

Mardi après-midi, 350 infirmières ont manifesté en blouse blanche. Ce fut d'abord en silence dans l'hôpital où un tract a été distribué appelant le personnel à la solidarité, puis une manif très combative à travers les rues de la ville avec diffusion d'un tract à la population.

Les élèves infirmières sont en grève (70 %), reconductible toutes les 24 heures depuis mardi. La grève est animée par un comité d'action inter-écoles réunissant les délégués des 4 écoles de la ville. Les grévistes ont mis en place de nombreuses commissions (cours parallèles, popularisation, etc...) et préparent la réunion nationale du 2 juin à Clermont-Ferrand en élaborant des cahiers de revendications. Des délégations de grévistes se rendent dans toutes les écoles de la région (Colmar, Mulhouse, Haguenau) pour populariser et étendre le mouvement.

Grenoble

GREVE AUX ATELIERS DU PHENOL ET DU CUMENES LE GROUPE TAUPE PREPARE LA CONFERENCE DES 1, 2, 3 JUIN

Deux ateliers ont décidé de baisser de moitié les cadences pour défendre leur cahier de revendications : revalorisation des classifications, augmentation des effectifs.

DE 280 TONNES A 140 TONNES

L'atelier tourne en 4 X 8 (4 équipes de 8 heures). Pour lancer le mouvement se sont tenues d'abord des A.G. par poste et 3 assemblées générales de tous les postes.

Elles ont pris une double décision : réduire la production à 140 tonnes contre 280 habituellement et lancer un ultimatum à la direction, exigeant qu'elle lâche sur **tous** les coefficients, sans aucune manœuvre de division.

C'est parti. Mardi, à 4 heures du matin, les 4 équipes se réunissent et décident d'occuper l'atelier. Il n'en manque aucun à l'appel, de l'ouvrier au chef de poste.

Le chef de service, prévenu par téléphone, saute de son lit et arrive, mouillé de sueur sur son vélo : **« Vous n'avez pas le droit, je vous interdit, c'est illégal... »** Aucun effet !

Le mouvement a surpris. C'est la 1 ère fois ici qu'une lutte dans la chimie — vue la complexité des installations se mène sur la baisse des cadences. Cela suppose détermination et unité des travailleurs, sur le cahier de consigne tous ont signé que nous étions tous responsables de la baisse des cadences.

A l'heure où nous envoyons cet article, cela fait 36heures que nous tournons à 140 tonnes. Pourquoi 140 ? C'est suffisant pour éviter un chômage technique des autres ateliers et c'est efficace : plus aucun camion de phénol ou d'acétone ne sort de Progil.

NOUS PRENDRONS LA PAROLE

Ce soir au meeting d'Alain Krivine à Grenoble des militants du Groupe Taupe de Progil prendront la parole pour expliquer la lutte. Un article plus long sera rédigé collectivement. On prépare la conférence des Groupes Taupes rouge des 1,2, 3,.

ils ne respectent pas la trêve

SAE : LES ACQUIS DE LA GREVE DES IMMIGRES

■ *En grève depuis le 10 avril, les 140 travailleurs de la SAE à Chatou ont arraché un morceau de victoire : garantie qu'aucune sanction ne sera prise pour fait de grève, paiement de 8 jours de grève, versement d'une avance immédiate de 750 F, prime dès le 1er mai équivalant à 5 % du salaire.*

Ce résultat ils le doivent à leur combativité et à la solidarité qui s'est développée localement : collecte à l'EGF-Chatou : 1000 F; à la COMSIP : 500 F; dans la manif du 1er mai : 4000 F; dans les meetings du FCR : 720 F. Mais cette solidarité, impulsée pour l'essentiel par des militants révolutionnaires est restée en-deça de ce qui aurait été possible, vue l'implantation de la CGT dans la région.

A travers cette lutte les travailleurs immigrés ont forgé leur unité, ils ont pris conscience de la nécessité de s'organiser face au patronat.

DEUX OUVRIERS TUES ET UN AUTRE GRIEVEMENT BLESSES A L'USINE NAPHTACHIMIE DE MARTIGUES (BOUCHES DU RHONE)

■ *L'accident s'est produit vers 8 h 30 dans un important atelier où s'effectue le montage d'immenses plaques métalliques destinées au stockage des gaz.*

BORDEAUX : 180 LICENCIEMENTS CHEZ TACHON

■ *Un vieux patron de choc, membre du comité de soutien à Chaban-Delmas. Une illustration de la « nouvelle société » : au dernier comité d'entreprise, la direction a annoncé 180 licenciements. Cette mesure s'inscrit dans une offensive patronale sur l'ensemble de l'industrie de la chaussure dans le Sud-Ouest, secteur déjà bien mal en point.*

La riposte s'organise. Un tract à la population a déjà été distribué.

LE HAVRE : GREVE ILLIMITEE DES PILOTES DE LA SEINE

■ *L'ensemble des 107 pilotes qui assistent les commandants des navires lorsqu'ils remontent la Seine, a décidé au cours d'une Assemblée Générale tenue avant-hier de se mettre en grève illimitée. Motif : le refus du ministre Giscard d'Estaing d'entériner un relèvement des tarifs de pilotage décidé en mars dernier. Cette grève immobilise une douzaine de bateaux dans le port de Rouen et une dizaine d'autres en rade au Havre.*

Direction générale des impôts

QUAND GISCARD RENTABILISE

— une contre visite médicale lui avait accordé une semaine de congé maladie alors que le médecin traitant avait ordonné un mois. Il meurt cinq semaines plus tard !

Social, nouvelle société, nouvel ordre, les travailleurs connaissent... En voici un exemple supplémentaire.

Un de nos camarades du Val-de-Marne, atteint d'une maladie grave et difficile à soigner (diabète), victime d'un début de paralysie en novembre dernier a du le 18 janvier dernier, s'arrêter pour un mois, sur ordre de son médecin traitant. Le lendemain même, son supérieur hiérarchique, sans attendre la distribution du courrier, téléphonait à la famille du malade, la soumettant à un véritable interrogatoire policier, assorti de menaces de sanctions à l'égard de l'absent. Passons sur cet abus de pouvoir et ce manque de décence incroyable.

Le 23 janvier, un médecin de l'administration se présentait chez le malade pour effectuer une contre-visite.

Celui-ci sans s'assurer **aucunement de l'état du malade,** a décrété, à la simple lecture de l'ordonnance délivrée par le médecin de famille, qu'il n'y avait lieu qu'à un congé de huit jours.

Le 31 janvier, le directeur de notre camarade lui enjoignait l'ordre de reprendre son service le 28 janvier (!!!), sous peine de voir amputés ses droits au congé annuel ! Notre camarade a « déserté » : il n'a pas repris son service à la date prescrite — tout en demandant à passer devant le comité médical.

C'était un fumiste.

La preuve : **hospitalisé le 25 février, notre camarade est décédé le 9 mars.**

Chez nous, comme ailleurs, une machine on répare, on rafistole tant bien que mal. Chez nous, l'agent doit « marcher » quoi qu'il arrive. Chez nous, **on donne l'exemple**, on apprend la « rationalisation des choix budgétaires »...

Mais où est-ce, chez nous ? On ne sait plus très bien. Depuis qu'un prince légionnaire nous gouverne. Depuis que nos hauts fonctionnaires cultivent les boutades du style « l'Administration, c'est un peu comme l'armée... »

Depuis, on se demande jusqu'à quel point de l'innommable iront les tentatives de transformer notre Administration en un bataillon disciplinaire.

Jusqu'au Parc des Princes ? Voire jusqu'à l'île Dawson ? Avec, à la porte, les préposés aux condoléances officielles ?

Avec ces préposés, l'arme à la bretelle de leur esprit froid, nous ne parlons pas le même langage.

Nous ne nous mêlerons pas à leur affliction pré-imprimée sur du papier-remords.

Notre hommage à notre camarade sera de nous battre pour que plus jamais de telles « erreurs » ne se reproduisent, **pour faire respecter notre dignité de travailleurs.**

Un groupe de militants CGT et CFDT de la Direction égénérale des impôts

Recommandée avec A.R.
NOTE DE SERVICE
A Créteil le 31 janvier 1974

Vous avez sollicité un congé de maladie de 30 jours à compter du 18 janvier 1974. Par suite de la contre-visite effectuée à votre domicile le 23 janvier 1974 par un médecin assermenté auprès de l'Administration, conformément au paragraphe 128 (article 18 du Décret 59.310 du 14 février 1959) de l'instruction sur les congés, il s'avère que vous ne pouvez bénéficier que d'un congé de maladie de 8 jours à compter du 18 janvier 1974.

En conséquence, je vous invite à reprendre votre service dans les meilleurs délais. Je vous précise par ailleurs que toute absence au délà du 28 janvier 1974.sera imputée sur vos droits à congés pour convenances personnelles au titre de l'année 1974.

Inde :

LA GREVE GENERALE

● La situation sociale indienne est devenue extrêmement tendue. La grève des employés du chemin de fer avait été un succès. Le gouvernement avait arrêté des milliers de syndicalistes, refusant toute négociation, tentant de casser la grève par un plan « d'urgence ».

Face à cette offensive, la riposte ouvrière a été importante. Sabotage dans le réseau et surtout la grève générale lancée le 15 mai par tous les syndicats, sauf celui qui est dirigé par le parti au pouvoir.

C'est la première fois depuis l'indépendance de 1947 qu'un tel appel est fait.

Le mouvement est suivi par la majorité des travailleurs et employés des grandes villes, d'où parviennent des informations précises.

Grève totale dans la majorité des industries, les banques, la presse. Les écoles et lesuniversités sont fermées. Cependant les syndicats ont décidé d'assurer les services d'eau et d'électricité.

La grève est aussi suivie dans le commerce, les transports publics, les administrations d'État.

A New Delhi, la police a violemment réprimé des grévistes qui s'opposaient au passage de quelques bus en circulation.

Face au mouvement populaire, Indira Gandhi oppose encore la force. 30 000 syndicalistes ont été arrêtés et détenus dans les prisons du pays.

L'épreuve de force engagée devrait rapidement aboutir à un débat de négociations. Ce sont les conditions de travail et les salaires qui sont au centre du problème qui a provoqué le mouvement.

Aujourd'hui la lutte contre la répression et pour la libération immédiate des syndicalistes est la tâche de l'heure.

DEHORS L'AMBAS SADEUR / FASCISTE

● Rouen : l'ambassadeur du Brésil ne viendra pas.

Brésil Tradinvest 74, tel est le nom de la réunion qui doit se tenir le vendredi 17 mai à l'Ecole Supérieure de Commerce de Rouen, avec le soutien de la Chambre de Commerce. Les organisateurs annoncent clairement leur but : il s'agit d'une « journée internationale pour les entreprises françaises et brésiliennes dont l'objectif est de développer les échanges commerciaux et les opérations d'investissements entre la France et le Brésil, en informant les entreprises françaises des possibilités que leur offre le marché brésilien ». 200 industriels et financiers sont conviés à cette réunion à laquelle devait participer Tila Lavares, ambassadeur du Brésil et ex-ministre des armées de la dictature.

Depuis plus d'une semaine, à l'initiative du CSLRPC, la mobilisation contre la venue de l'ambassadeur des tortionnaires et la tenue de Trade Invest s'est développée en fac et sur toute la ville.

LECANUET COMPLICE !

Mardi à 18 heures, une première manifestation symbolique a eu lieu. Un cercueil portant les noms des militants ouvriers brésiliens assassinés par la dictature a été déposé au monument aux morts par des représentants d'élèves de l'ESC, de la Ligue des Droits de l'Homme, des amis de TC, du CSLRPC, du MDPL, du FCR, de Révolution, de l'Ecole Emancipée et de Vie Nouvelle. Au moment où s'achevait la prise de parole, la police du sieur Lecanuet est intervenue en force pour enlever le cercueil qui « profanait » le monument aux morts, et tentait de disperser les 200 manifestants qui scandaient « Dehors l'ambassadeur fasciste, Lecanuet complice ! ».

Ce matin, la presse locale annonçait une première victoire : « Son Excellence » l'ambassadeur renonce à présider Trade Invest 74 en raison des « remous » suscités par sa visite.

Toutefois la mobilisation se poursuit contre la tenue de la réunion des patrons à l'ESC.

Un meeting unitaire a eu lieu hier soir, où J.L. Weil, Manuel Bridier et René de Carvalho devaient prendre la parole.

Vendredi, le campus sera mobilisé et une manifestation est prévue à 18 heures, Place Colbert à Mont-Saint-Aignan, pendant que se tiendra Trade Invest 74.

Israël

L'ETAT SIONISTE A 26 ANS

● Construit après la deuxième guerre mondiale, il est le résultat du génocide nazi et de l'incapacité du mouvement ouvrier, sous hégémonie stalinienne, de résoudre les problèmes du peuple juif. Mais, de fait, la création de l'Etat d'Israël, patronnée par l'URSS (1er pays à le reconnaitre) et les USA n'a pas été capable de donner à cette minorité opprimée en Europe la garantie de sa sécurité et de la paix. En effet, dans les 40 dernières années et principalement depuis 1948, l'Etat hébreu a été l'instrument principal de la répression impérialiste contre l'essor des masses arabes. Cette politique a coïncidé avec les aspirations propres des sionistes visant à l'expansion de leur territoire dans le but de pouvoir assimiler les Juifs du dehors (la Diaspora) et surtout à augmenter le socle de constitution d'une accumulation capitaliste. Ce développement a impliqué un état de guerre permanent, de terreur à l'égard des masses palestiniennes et arabes.

En Israël même, au cours de la guerre de 48, sur 475 villages arabes, 385 ont été détruits, la population chassée et réduite à la misère dans des camps de réfugiés (Gaza, Cisjordanie). En 1956, à la suite du développement du nationalisme nassérien, de la fermeture du canal de Suez qui était une menace pour les intérêts économiques impérialistes, les Français, Britanniques et Israéliens conduisent une guerre éclair. Ils seront stoppés par les USA et l'URSS qui, soucieux de voir un certain équilibre dans la région, s'opposeront à l'annexion des territoires par Israël.

La guerre de 1967 a pour cause les problèmes économiques d'Israël qui est en crise intérieure et cherche une extension géographique. Cette opération réussie est la cause des problèmes actuels.

1) La résistance palestinienne se constitue et se développe en réaction à cette occupation qui signifie l'échec du nationalisme arabe pour résoudre le problème d'Israël ;

2) Cette résistance devient le phare de la lutte anti-impérialiste auquel adhèrent les masses arabes ;

3) Les gouvernements récationnaires arabes sont obligés de chercher une solution qui, face à l'intransigeance d'Israël, implique une guerre limitée de pression ;

4) Cette guerre permet aux régimes arabes de marquer des points en forçant les Etats-Unis à amener l'Etat sioniste à négocier.

Mais la négociation actuelle dans un cadre fixé par l'impérialisme et la réaction arabe se fait sur le dos des Palestiniens. Ceux qui ne capitulent pas en sont réduits à des actions militaristes ou à des actes de désespoir. L'oppression qu'Israël fait subir aux autres a des implications de plus en plus grandes en son sein. Le développement des courants fascisants marque la ferme volonté des couches dominantes de ne pas accepter dans l'Etat hébreu l'expression d'un doute » L'Etat juif n'est pas la solution pour les Juifs y demeurant, et cela, les sionistes ne le tolèrent pas.

ISRAEL - DERNIERE MINUTE

Le 26ème anniversaire de la création d'Israël a été marqué par une vague d'opérations menée par différents mouvements de la résistance palestinienne.

Nous soutenons la lutte des masses opprimées palestiniennes et nous nous nous rageons dans leur camp contre les hurlements des loups. Cela dit, il nous faut analyser ces événements et donner notre appréciation. La diversité des opérations montrent sans nul doute qu'ils résultent d'analyses différentes des conditions politiques, militaires qui leur servent de cadre.

Une famille tué chez elle, la prise des 100 otages de Maolot, les coups de feu sur une voiture et un camion, le sabotage des raffineries de pétrole, l'explosion de fusée Katouchas peuvent être autant d'actes de militants désorientés par l'avolution de la situation au Proche Orient.

Cependant quels que soient nos désaccords sur l'opprotunité set la réalisation de ces actions, alors que les Palestiniens sont les opprimés, les dirigeants sionistes oppresseurs, eux, n'ont aucune justification à leurs actes. Lesbombardements au napalm, les raids de terreur au Liban ou ailleurs, la spoliation des masses palestiniennes, c'est cela les véritables actes de barbarie (à l'origine de la violence dans cette région).

Aujourd'hui à l'heure où nous écrivons, le gouvernement israélien semble avoir cédé sur la libération des prisonniers. Ce serait la première fois. Cela montrerait qu'il ne peut faire avaler à sa population une intransigeance mal comprise.

revue QUATRIEME INTERNATIONALE

Spécial X ème Congrès mondial

SUR LES THESES POLITIQUES DE LA IV ème INTERNATIONAL : No spécial 15/16, 100 pages, 10 F ; les documents votés par le X ème Congrès mondial de la Q.I.

— la situation politique internationale

— bilan et perspectives des marxistes révolutionnaires en Amérique Latine (Argentine et Bolivie) ; la lutte armée en Amérique Latine.

— la construction des partis révolutionnaires en Europe capitaliste ;

— les statuts de la Q.I.

Parution 1er juin 74

Commandes et abonnements
10, impasse Guéménée
75004 — Paris

a rouen :

UNE LIBRAIRIE MILITANTE

La Biblio. Taupe Rouge
6 bis rue de la Maladrerie,
près de la gare SNCF, rive droite
de 10 à 20 % de réduction sur tous les ouvrages du mouvement ouvrier et révolutionnaire
ouvert tous les jours de 16 à 19 h.

aux quatre coins

VAGUE DE SUICIDES AU BANGLA DESH

■ *Une vague de suicides, causés par la disette, a fait 57 mort dont 31 femmes, au cours desquatre derniers mois, dans la province de Magura, à une centaine de kilomètres de Dacca, annonce mardi l'agence de presse BPI.*

La plupart des désespérés, résidant dans des régions rurales, se sont donnés la mort en absorbant des pesticides utilisés par les agriculteurs.

PROCHAIN PROCES A ATHENES DE L'ECRIVAIN ALLEMAND M. WALLRAFF

■ *L'écrivain allemand Gunter Kokvert Wallraff, qui s'était enchaîné vendredi dernier place de la constitution à Athènes en signe de protestation contre la situation actuelle en Grèce, comparaîtra le 23 mai prochain devant le tribunal militaire d'exception d'Athènes, apprend-on de source autorisée.*

Après interrogatoire par le juge d'instruction militaire, M.Wallraff a été placé en détention préventive à la prison Korydallos du Pirée. Il a été autorisé à recevoir la visite d'un représentant de l'ambassade d'Allemagne Fédérale en Grèce.

POUR QUI SONNE LE GLAS

■ *Le R.P. Domenico Mirabile, 60 ans, a sonné le glas durant 20 minutes à son clocher, en apprenant que les partisans du divorce avaient gagné le referendum. Lorsque la police est arrivée, les cloches avaient cessé de sonner.*

Le R.P. Mirabile célèbre chaque année une messe à la mémoire de Mussolini, lors de l'anniversaire de la mort du dictateur.

ALLEMAGNE : POUR LE RETOUR AUX TRADITIONS

■ *M. Hans Dietrich Genscher (libéral-démocrate/FDP) qui occupera les fonctions de vice-chancelier et de ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Helmut Schmidt après avoir été ministre de l'intérieur dans le cabinet précédent, a lancé un avertissement aux forces, politiquement incontrôlées, qui gagnent en influence sur les décisions de l'Etat.*

Dans un interview publié mardi, M. Genscher a rappelé que par la constitution que la RFA s'est donnée, il y a tout juste 25 ans, « nous avons garanti la liberté des citoyens ». « Naturellement, a-t-il poursuivi, cette constitution n'a pas été adoptée pour qu'à présent cette liberté soit étouffée par le règne d'associations et de syndicats », a poursuivi M.Genscher qui a ajouté : « Nous voulons plus de liberté pour le citoyen et non davantage de pouvoir pour des fonctionnaires ».

URUGUAY

■ *La dictature continue à s'acharner sur toute opposition.*

La vie de Raul Sendic est en danger. Vivant dans un puit de 10 mètres de profondeur et 2 mètres de diamètre, n'en sortant qu'une fois par semaine, n'ayant droit ni aux journaux ni à la radio, il a de plus subi un début d'infarctus sans que l'on améliore ses conditions de détention.

Son calvaire est à rapprocher de celui des milliers d'autres prisonniers politiques torturés régulièrement. Alors que cette répression avait épargné le PC pendant les deux derniers mois, on apprend que Rodney Arismendi, secrétaire général du PC, a été arrêté ces derniers jours. La campagne de défense des prisonniers politiques uruguayens doit se renforcer. C'est pour nos camarades une question de vie ou de mort.

BOURGEOIS VOTRE SOCIETE EST POURRIE

● Braves gens, dormez en paix. La loi et l'ordre ont été sauve-gardés, fut-ce au prix du bonheur d'une famille, vous pouvez en toute quiétude exprimer votre stupeur et votre indignation hypocrite. La « sainte » famille sera préservée.

AU NOM DE L'ORDRE

Ce matin, à la « une » de tous les « grands » de la presse (de l'Aurore à France-soir en passant par le Parisien Libéré) s'étalent des titres racoleurs, propres à susciter l'émoi, l'intérêt. Pourtant le drame est banal tant il est fréquent. De quoi s'agit-il ? Un bébé que l'on croyait kidnappé avait été en fait vendu par ses parents à une femme qui ne pouvait pas en avoir. La même histoire s'était déjà produite en décembre dernier. Mais en fait, elle se répète en permanence depuis des siècles et des siècles. Dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine, vendre son enfant c'est souvent la seule solution pour lui assurer une chance minimum de survie. Dans les pays dits « civilisés », chaque année des dizaines de milliers d'enfants sont abandonnés dont certains — peu nombreux sont recueillis dans une nouvelle famille.

Il y a en France 46.000 enfants abandonnés. Seuls 4500 d'entre eux trouvent chaque année une famille adoptive.

Ce qui choque à l'occasion de cette « affaire » c'est que l'enfant ait été vendu. Cela ne nous étonne point : comment pourrait-il en être autrement dans une société où chacun de nos actes est déterminé par l'argent ? S'il s'est trouvé quelqu'un pour proposer d'acheter un enfant, il devait forcément y avoir quelqu'un d'autre pour accepter de le vendre, plutôt que de l'abandonner sans être sûr qu'il puisse trouver un « foyer ». C'est la loi de l'offre et de la demande.

Maintenant que le **« drame »** est découvert, la presse insiste sur **« l'origine modeste »** des parents. Certains s'empressent de souligner leur **« déliquescence »** : **« la mère avait un ami, surnommé Tarzan »** ses **« facultés mentales étaient réduites »** Le père **« ouvrier chez Sacilor dépensait son salaire dans les cafés. Il semblait détaché de l'affaire. On pensait que ses beuveries l'empêchaient de saisir toute l'ampleur du drame »**.

De l'autre côté, un femme qui **« pour garder l'amour de son mari »** a simulé une grossesse (elle s'était fait stériliser après avoir eu trois enfants d'un premier mariage), a fait croire à son mari qu'elle a accouché seule, dans les toilettes de leur domicile.

ET DE LA MORALE

Si la mère naturelle avait bénéficié d'une véritable information sur la contraception, si l'avortement avait été libre et gratuit, si la mère adoptive avait su qu'il n'y a pas que la stérilisation qui permette d'éviter une grossesse indésirée, si son mari avait eu un minimum d'information sur ce que sont réellement une grossesse et un accouchement, une telle « affaire » ne se serait jamais produite. Une véritable information sexuelle, l'avortement et la contraception libres et gratuits, y compris pour les mineurs, de tout cela il n'est pas question dans les plans de la bourgeoisie. Au nom de la défense de la sacro-sainte famille !

Rejeté par ses parents naturels, retiré de sa famille adoptive qui l'avait pourtant élevé et choyé pendant six mois, l'enfant a été confié à l'assistance publique. Il faudra des années pour qu'il puisse retrouver une nouvelle famille, si cela arrive jamais.

Tout est rentré dans le rang : la morale est sauve.

C'est cela la politique de défense de la famille dans notre société bourgeoise.

Halte à la destruction, halte à la privatisation de la montagne

● Mr Dijoud, républicain indépendant, secrétaire d'Etat à l'environnement, a semble-t-il une conception très particulière de sa fonction. On raconte dans les milieux montagnards que, fervent disciple de l'aménagement de la montagne, il aurait, pour construire un téléphérique vers la « Meige », demandé 150 millions d'anciens francs à l'équipement, et celui-ci aurait donné un accord sous condition : ne pas faire la jonction avec le téléphérique des deux Alpes. Il fallait préserver le nouveau parc des Ecrins des scandales du parc de la Vanoise. Peu importe, Mr Dijoud, conscient de son rôle historique, **aurait décidé de prendre l'argent nécessaire au financement sur les caisses de son ministère** : la défense de l'environnement s'efface volontiers devant le profit.

Mr Dijoud, qui est aussi député maire de Briançon, a d'autres activités : il lutte pour le désenclavement et pour le développement économique de sa région. Il lui faut donc trouver un moyen pour attirer le capital dans sa région. L'occasion se présente sous la forme du tunnel de l'Echelle, près de Briançon, par lequel passeraient une autoroute et une voie ferrée reliant Fos à Turin.

Dans cette réalisation apparemment anodine existent deux facteurs de profit :

* la réalisation aux moindres frais de cette autoroute assure aux constructeurs un cadeau fort généreux,
* les réalisations touristiques...

La réalisation de l'autoroute a d'autres conséquences, soi-disant positives pour la population locale et touristique.

Pour éviter le maximum de frais, cette voie passera au fond de la vallée, sur les terrasses plates — c'est à dire sur les quelques zones agricoles encore travaillées. Ceci aura pour conséquence de détruire toute vie agricole pour un village et de transformer totalement l'économie classique environnante en coupant la vallée en deux. Par la transformation de l'économie locale, l'Etat crée un chômage supplémentaire et ainsi de la main d'œuvre à bon marché pour les postes créés par les promoteurs touristiques (main d'œuvre de restaurants et de pistes, OS des neiges).

Tous les éléments de ce tourisme de classe, conçu par la bourgeoisie pour elle-même, ont comme effet de désintégrer la vie sociale montagnarde :

* destruction de la vie rurale par disparition de l'agriculture non concurrentielle par rapport aux plaines,
* destruction de la vie culturelle par la double influence de l'exode rural et l'apport d'une « culture urbaine » apparue avec les stations intégrées et leurs HLM de luxe,
* destruction de la vie montagnarde par les nouveaux rapports créés entre l'homme et la montagne,
* destruction enfin de la montagne elle-même, non pas tant par l'afflux d'engins mécaniques que par la disparition des « jardiniers des neiges » sans lesquels la nature hostile reprend toute sa force destructrice — ravinements, éboulements, avalanches...

le quotidien rouge
journal d'action communiste

LA CFDT POLICE APPELLE A VOTER MITTERRAND

■ **Dans un texte diffusé à la presse et intitulé « Réflexions pour un second tour », la fédération police de la CFDT explique son choix pour le second tour : voter Mitterrand.**

La CFDT-police est le seul syndicat de policiers à prendre ouvertement position pour un candidat, et, au-delà, pour une alternative politique et sociale au régime actuel.

Position courageuse lorsque l'on sait la répression qui frappe ce syndicat (les motions de son dernier congrès national étaient interdites d'affichage dans les commissariats ; un de ses dirigeants, J.L. Breton, a été révoqué de la police après avoir participé à une assemblée générale des travailleurs de Lip). Position courageuse lorsque l'on sait la pression idéologique exercée par le pouvoir sur les policiers, qui, au nom de la « neutralité », doivent en fait fermer les yeux sur tous les méfaits du pouvoir actuel.

Nous publions ici de larges extraits de ce texte :

« Nos Préfets, nos Directeurs, nos ex-Ministres... vont voter le 19 mai... Ils vont, à quelques exceptions près, voter pour le candidat qui leur assure l'autorité ; pour celui qui n'a pas pour objectif de donner des responsabilités aux personnels d'exécution ; pour celui qui accorde des augmentations de salaire en pourcentage, avantageant les traitements se situant déjà en haut de l'échelle (...)

Raisonnant en fonction des faits, de l'action syndicale connue, vécue par nos personnels, nous ne pouvons en aucun cas faire confiance aux promesses d'un candidat que nous avons régulièrement trouvé en travers de notre route, faisant écran à nos principales revendications, que ce soit en tant que Ministre des Finances depuis douze années, ou, solidairement, en tant que partie prenante d'un Gouvernement, d'un système politique qui ne nous a apporté que déceptions et déboires, en tant que citoyens ou que policiers.

Quand on sait l'importance capitale des deux Ministères des Finances et de l'Intérieur dans le système actuel et la participation prépondérante de MM. Giscard d'Estaing et Marcellin — tous deux du même parti politique — à des choix gouvernementaux provoquant toutes sortes d'inégalités et d'affrontements violents, il ne nous paraît pas souhaitable de renouveler l'expérience.

Sans doute le candidat de la droite, soutenu par l'extrême-droite, fait-il des promesses... Mais comment un observateur de sang-froid, lucide, pourrait-il oublier que ce candidat est au premier rang du pouvoir depuis de longues années et qu'il avait tous les moyens pour réaliser hier... ce qu'il promet pour... demain. Nous avons trop l'habitude de ces promesses.(...)

Il est grand temps que nos collègues s'aperçoivent qu'ils sont, comme tous les travailleurs, tributaires de « la politique », d'où découlent les ordres reçus et que nous sommes chargés d'exécuter parfois au mépris de notre conscience individuelle et de notre dignité. Le fait de retrouver autour du candidat de la droite des membres de l'OAS et d'Ordre Nouveau, à l'origine de très graves blessures de certains de nos collègues, le 21 juin dernier, n'est pas fait pour nous rassurer.(...)

Nous avons donc le choix : SOIT soutenir le capitalisme et renforcer l'insécurité d'un climat social conditionné par l'injustice, SOIT favoriser l'avénement d'un socialisme à la mesure des choix des hommes en 1974.

Chacun est responsable individuellement d'un résultat **collectif** d'où ressortiront le maintien et l'aggravation d'une situation connue et dénoncée, ou l'espoir dans un changement radical, pouvant seul permettre aux syndicats des policiers d'envisager de représenter valablement une catégorie de fonctionnaires actuellement ignorée, voire rejetée.

La CFDT-PN a depuis longtemps choisi ses orientations, elle continuera à faire en sorte que les conditions nécessaires à leur réalisation soient mises en place en soutenant le candidat des forces de gauche : François Mitterrand.

Paris le 13 mai

le quotidien
ROUGE
10, impasse Guéménée
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd

100 000 INFIRMIERES BRITANNIQUES MENACENT DE DEMISSIONNER

■ *Plus de 100 000 infirmières britanniques menacent de démissionner si le gouvernement ne satisfait pas leurs demandes d'augmentation de salaires et d'amélioration des conditions de travail.*

Le président du syndicat des infirmières a indiqué lundi, à l'issue d'un entretien avec Mme Barbara Castle, ministre de la Santé, que le gouvernement donnerait une réponse d'ici trois semaines.

D'autre part, le syndicat des fonctionnaires londoniens qui réclame une augmentation de la prime de vie chère dans la capitale, a décidé d'intensifier son action de revendication qui s'appuie pour le moment sur une grève des heures supplémentaires. M. Michaël Foot, ministre de l'Emploi, a demandé à la Confédération syndicale de suspendre toute action tant que les conclusions de la commission des salaires ne seraient pas publiées.

ELECTION SCHEEL - ANALYSE DU SCRUTIN

■ *Bonn 15 mai (AFP)*

Les chiffres du scrutin, qui a fait de M. Walter Scheel le plus jeune président de la RFA, montrent que la discipline de vote n'a pas entièrement été observée dans aucun des camps. La coalition gouvernementale SPD-FDP disposait en effet de 534 voix au lieu des 535 initiales, un député socialiste, malade, s'étant excusé, et 530 voix se sont portées sur M. Scheel.

Quatre représentants de la coalition, probablement des socialistes, ont donc refusé leurs voix à l'ancien ministre des affaires étrangères, fait qui était attendu en raison des frictions survenues ces dernières semaines entre partenaires de la coalition à propos de la démission de M. Willy Brandt, puis de la formation du cabinet Helmut Schmidt. Ce geste n'a toutefois pas porté atteinte à la cohésion de l'alliance SPD-FDP puisque le candidat de la majorité, comme l'avait recommandé M Herbert Wehner, chef du groupe parlementaire SPD, a été élu dès le premier tour, événement unique jusqu'à présent dans une élection présidentielle en RFA.

De l'autre côté, où la CDU-CSU pouvait compter sur 499 bulletins au lieu des 501 escomptés (deux députés chrétiens étaient absents), M. Richard Von Weizsaecker a finalement rassemblé 498 voix, donc une de moins qu'attendu.

GREVE GENERALE EN INDE : MEDIATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

■ *Le président de la République indienne, M. Giri, a reçu en fin d'après-midi au palais présidentiel, Mme Indira Gandhi, premier ministre, pour tenter de mettre fin à la grève des cheminots en Inde entrée aujourd'hui dans la deuxième semaine.*

A l'entretien, qui a duré vingt minutes, assistaient M. Jagjivam Ram ministre de la Défense, connu pour son opposition à la politique « dure » adoptée contre les cheminots par M. Mishra, ministre des Chemins de fer et M. Fakhruddine Ali Ahmed, ministre de l'Agriculture, auteur la semaine dernière d'une solution de compromis

On indique de bonne source à l'issue de l'entretien que le président Giri a demandé qu'une solution soit trouvée et que les cheminots puissent reprendre le travail « sans amertume ».

DERNIERE MINUTE

■ *On apprend à 17 heures, que contrairement aux engagements qu'il avait pris, le gouvernement israélien a investi par la force la maison de MAALOT, les trois militants du F.D.P.L.P. ont été abattus.*

Cet acte montre une fois de plus que le gouvernement israélien reste intransigeant et prendra tous les risques, même ceux de tuer des enfants pour ne pas perdre la face.